

autorités politiques et parlementaires des deux pays interviennent pour accélérer les choses.

Une conférence sur la sécurité et la coopération dans l'Arctique. Il faut de toute urgence établir et exécuter un programme politique circumpolaire en créant, sur le modèle de la CSCE, une conférence sur la sécurité et la coopération dans l'Arctique. Cette instance multilatérale s'occuperait de plusieurs ensembles de questions dont la sécurité et le contrôle des armements, les peuples autochtones, la coopération scientifique, l'environnement, le développement économique et culturel. Pour dynamiser ce processus, **le Comité recommande que le Parlement du Canada propose et offre de tenir une conférence parlementaire circumpolaire en vue d'établir une conférence permanente sur la sécurité et la coopération dans l'Arctique.**

Les Canadiens en Union soviétique

Il se pose, au sujet des relations canado-soviétiques, une dernière question qui exige l'attention immédiate du gouvernement et qui, si on ne fait rien, pourrait compromettre toutes nos autres recommandations. En dépit de la qualité de son corps diplomatique, le Canada n'a pas assez d'agents en Union soviétique, d'où la nette impression que nous avons eue pendant notre visite que beaucoup d'accords dûment signés restent lettre morte. On nous a fait observer, par exemple, qu'il y a autant d'agents au consulat canadien de Boston, soit une fraction du total américain, qu'à l'ambassade canadienne à Moscou, notre seul bureau diplomatique, consulaire et commercial en Union soviétique.

On pourra rétorquer que les retombées économiques sont plus rapides et plus sûres à Boston qu'en URSS. Sans doute, mais c'est là faire preuve d'imprévoyance et oublier que les intérêts du Canada en Union soviétique sont divers, fondamentaux et à long terme. Les intérêts de toutes sortes que nous avons en Union soviétique, y compris nos intérêts économiques, ne se prêtent pas à des solutions de fortune. Si nous ne sommes pas disposés à investir dans nos relations avec cet extraordinaire pays, à l'époque excitante et turbulente de sa seconde révolution, nous ne récolterons rien après coup.

À la lumière de ces considérations, **le Comité recommande que le gouvernement augmente en priorité la représentation diplomatique et commerciale du Canada en Union soviétique en plus de l'établissement prévu de bureaux consulaires à Kiev et à Leningrad.**

Outre qu'il faudrait augmenter le nombre de nos agents commerciaux et diplomatiques en Union soviétique, nous nous interrogeons sur leur maîtrise des langues. Seuls quelques-uns des agents canadiens de notre ambassade à Moscou parlent couramment le russe ou une autre langue soviétique. Il fut un temps où il importait moins